

UNE RETRAITE À UN NIVEAU DÉCENT EST UNE EXIGENCE.

Pas de retraite et pension en dessous du SMIC à 1500 €.

Une revalorisation immédiate des petites retraites qui sont le lot de beaucoup de femmes dans notre secteur fumelois et villeneuvois... pensons à toutes celles qui ont travaillé comme saisonnières (conserverie, agriculture...) et qui se

retrouvent avec des retraites de misères de 500 € à 600 € par mois.

Ce n'est pas les 1.1 % d'augmentation du 1er janvier 2008 qui combleront le trou creusé depuis la réforme Balladur de 1993.

Actif, retraité, tous unis dans notre revendication. ■

PERTES D'ACTIVITÉS SUR LE VILLENEUVOIS/FUMELOIS.

Durablement frappé, par des crises successives depuis les 20 dernières années, notre secteur d'activités a perdu un volant d'emplois industriels importants que ce soit en villeneuvois ou en fumelois. Nous constatons que dans cette période peu d'entreprises se sont implantées sur notre bassin d'emplois.

L'Etat et ses représentants dans notre bassin d'emploi ont manqué de dynamisme et de volonté politique en matière de désenclavement

routier ou ferroviaire. Ils n'ont pas affiché de positionnement clair en matière d'emploi et n'ont donc pas assumé leur rôle pilote dans la mise en place de nouveaux pôles et secteurs industriels.

Pourtant tout reste à faire notamment sur les métiers de l'environnement, aéronautique, déconstruction...

D'autres y arrivent, pourquoi pas nous ! ■

ÉDITO

Travailler pour vivre en Aquitaine, l'emploi au cœur

Nous : salariés, chômeurs, retraités... Ensemble nous pouvons travailler avec la CGT, dans ses Syndicats, Unions locales, Unions départementales, Comité régional, à l'élaboration de propositions et revendications pour le développement de l'emploi sur notre territoire.

Nous pouvons et devons le réaliser pour améliorer nos conditions de vie et de travail et permettre un avenir correct aux générations futures sur le bassin d'emploi du villeneuvois et du Fumelois.

Nous devons apprendre ou réapprendre à construire ENSEMBLE...

Pour cela, nous faisons appel à l'intel-

ligence de toutes et de tous pour que chacun exprime ses besoins et apporte ainsi sa pierre à l'élaboration d'une cohérence revendicative sur notre bassin d'emploi.

Les Unions locales CGT de Villeneuve et Fumel s'investissent dans cette campagne et ont décidé d'imprimer ce « 4 pages » pour vous informer et vous donner la possibilité de vous exprimer en commençant avec le questionnaire joint.

Réfléchissons individuellement ou travaillons collectivement au sein de notre entreprise, dans notre syndicat si nous en avons un. ■

Les 24 & 25 avril, nous organiserons une restitution publique avec un débat axé sur vos réponses.

Rendez-vous le 24 avril à 18h 30 à la maison des associations à Villeneuve sur Lot et le 25 avril à 18h30 salle Goujon à Fumel

ETAT DES LIEUX

Le Lot et Garonne est le 88ème département au niveau du salaire moyen.

De ce fait, le niveau moyen des montants des retraites est aussi le plus bas de la région aquitaine.

Notre département est en tête pour le pourcentage des temps partiel non choisis, pour les emplois de travailleurs saisonniers, pour le nombre de RMIstes.

Et pourtant, notre département est-il si pauvre ?

Il y avait dans le villeneuvois en 2002,

86 personnes imposées sur les grandes fortunes et en 2006 elles sont 203.

Dans ce contexte le villeneuvois, sans moyen de transport collectif, sans autoroute, est largement défavorisé par rapport au secteur d'Agen et de Marmande.

Deux seules activités progressent les restos du cœur et le secours populaire.

Dans le villeneuvois, le bradage a déjà eu lieu. ■

L'OFFRE SARKOZY

Travailler plus pour gagner plus, monnayer ses RTT, imposer les accords d'entreprise, pour faire sauter ou contourner la loi des 35 heures.

Généraliser l'ouverture des grandes enseignes le dimanche et les jours fériés.

Ces mesures, si elles étaient appliquées, vous permettraient-elles de mieux vivre ? Vous permettraient-elles d'augmenter réellement vos salaires ? De ne plus être, ce qui est

convenu d'appeler des travailleurs pauvres et faire baisser le chômage ?

Est-il possible de porter un jugement favorable sur ces propositions ?

En conclusion

Les salariés EDF, SNCF, et RATP ont porté un coup d'arrêt aux méthodes autoritaires du gouvernement et du patronat. Il n'est plus question d'imposer les directives patronales.

Les négociations vont porter sur les revendications des salariés, elles seront soumises aux salariés pour approbation. ■

OFFRE DE SANTE DANS LE VILLENEUVOIS : DANGER ! ?

Les nouvelles dispositions de la Sécurité Sociale (franchises, forfait hospitalier, chirurgical, médicaments... diminution des remboursements) instaurent une inégalité d'accès aux soins

Aujourd'hui, l'offre de soins dans le villeneuvois est importante et génère des emplois.

Mais demain, avec le pôle de santé, qu'en sera-t-il ?

L'offre de soins actuelle sera-t-elle maintenue ?

Y aura-t-il toujours une activité chi-

rurgicale dans le public ?

Est-ce que tous les emplois seront conservés ?

Les activités non soignantes seront-elles regroupées, voire privatisées ?

Le « nouvel hôpital » sera-t-il une super clinique payée par les contribuables (assurés sociaux) au bénéfice des groupes financiers ?

. Seul le service public de santé garantit des soins de qualité accessibles à tous.

NON au démantèlement de l'Hôpital public et de l'offre de santé. ■

POURQUOI PAS EN COMMUN ?

Quasi inexistant à l'heure actuelle les transports en commun urbains, interurbains, régionaux; doivent s'articuler autour d'un point de correspondance permettant à chacun de se rendre d'un quartier à l'autre, d'une ville à l'autre, d'une région à une autre.

Ce point de correspondance, doté de tous les services aux migrants (parking, salle d'attente, etc. ...) peut être multimodal et s'appelle Gare.

Mettre Villeneuve à moins d' ? h d'Agen aujourd'hui et à 1 h environ de Bordeaux et Toulouse demain voire 3h30 pour Paris avec la future LGV est la vision du proche avenir que doivent avoir nos élus avant que le coût de l'énergie et le dérèglement climatique ne leur imposent.

Le désenclavement sera ferroviaire ou ne sera pas.

A quand la première pierre ? ■